

Décret n° 2008-836 du 22 août 2008 fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'Etat et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics - NOR: BCFF0818552D - Version consolidée au 17 avril 2014

(Les tableaux d'échelonnement indiciaire ont été complétés par une colonne « indices majorés » actualisés au 1^{er} janvier 2013, conformément au décret n°2013-33 du 10 janvier 2013 portant relèvement du minimum de traitement dans la fonction publique et attribution de points d'indice majorés à certains personnels civils et militaires de l'Etat, personnels des collectivités territoriales et des établissements publics de santé)

Le Premier ministre,
 Sur le rapport du ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique,
 Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
 Vu le décret n°48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites, dans sa version résultant du décret n°2008-385 du 23 avril 2008 relatif à l'échelonnement indiciaire des corps et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat ;
 Vu le décret n°55-1226 du 19 septembre 1955 modifié portant règlement d'administration publique relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans les emplois de chef de service, directeur adjoint et sous-directeur des administrations centrales de l'Etat ;
 Vu le décret n°57-177 du 16 février 1957 aménageant le décret n°5-866 du 30 juin 1955 modifié portant remise en ordre des traitements et soldes des personnes civiles et militaires de l'Etat ;
 Vu le décret n°71-990 du 13 décembre 1971 modifié relatif aux emplois de chef de service intérieur des administrations et des établissements publics de l'Etat ;
 Vu le décret n°75-888 du 23 septembre 1975 modifié portant dispositions applicables aux agents principaux des services techniques ;
 Vu le décret n°85-779 du 24 juillet 1985 modifié portant application de l'article 25 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 fixant les emplois supérieurs pour lesquels la nomination est laissée à la décision du Gouvernement ;
 Vu le décret n°85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat et des personnels des collectivités territoriales ;
 Vu le décret n°91-783 du 1er août 1991 modifié portant dispositions statutaires communes applicables aux corps d'assistants de service social des administrations de l'Etat ;
 Vu le décret n°91-784 du 1er août 1991 modifié portant dispositions statutaires communes applicables aux corps de conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ;
 Vu le décret n°94-1016 du 18 novembre 1994 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables à divers corps de fonctionnaires de catégorie B ;
 Vu le décret n°94-1020 du 23 novembre 1994 modifié fixant les conditions statutaires applicables aux corps des infirmières et infirmiers des services médicaux des administrations de l'Etat ;
 Vu le décret n°98-188 du 19 mars 1998 modifié portant dispositions statutaires applicables aux corps de chargés d'études documentaires ;
 Vu le décret n°99-945 du 16 novembre 1999 modifié portant statut particulier du corps des administrateurs civils ;
 Vu le décret n°2001-38 du 12 janvier 2001 modifié relatif à l'emploi de secrétaire général pour les affaires régionales ;
 Vu le décret n°2004-474 du 2 juin 2004 portant statut du corps des architectes et urbanistes de l'Etat ;
 Vu le décret n°2005-138 du 17 février 2005 relatif aux dispositions statutaires applicables au corps des agents techniques de Mayotte ;
 Vu le décret n°2005-139 du 17 février 2005 relatif aux dispositions statutaires applicables au corps des agents administratifs de Mayotte ;
 Vu le décret n°2005-1215 du 26 septembre 2005 modifié portant dispositions statutaires communes aux corps des attachés d'administration et à certains corps analogues ;
 Vu le décret n°2005-1229 du 29 septembre 2005 instituant différentes échelles de rémunération pour la catégorie C des fonctionnaires de l'Etat ;
 Vu le décret n°2008-382 du 21 avril 2008 relatif aux emplois d'expert de haut niveau et de directeur de projet des administrations de l'Etat et de ses établissements publics ;
 Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat en date du 16 juillet 2008,

Décrète :

TITRE IER : ECHELONNEMENT INDICIAIRE APPLICABLE A CERTAINS CORPS DE L'ETAT ET DE SES ETABLISSEMENTS PUBLICS

CHAPITRE IER : ECHELONNEMENT INDICIAIRE APPLICABLE A CERTAINS CORPS DE CATEGORIE A

Article 1 (Modifié par le décret n° 2012-206 du 10 février 2012 art 1^{er}) - L'échelonnement indiciaire applicable aux **administrateurs civils** régis par le décret du 16 novembre 1999 susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES ET ECHELONS	INDICES BRUTS	INDICES MAJORES
Administrateurs généraux		
Echelon spécial	HE D	
5e échelon	HE C	
4e échelon	HE B bis	
3e échelon	HE B	
2e échelon	HE A	
1er échelon	1015	821
Administrateurs civils hors classe		
Echelon spécial	HE B bis	
7e échelon	HE B	
6e échelon	HE A	
5e échelon	1015	821
4e échelon	966	783
3e échelon	901	734
2e échelon	852	696
1er échelon	801	658
Administrateurs civils		
9e échelon	966	783
8e échelon	901	734
7e échelon	852	696

6e échelon	801	658
5e échelon	750	619
4e échelon	701	582
3e échelon	655	546
2e échelon	588	496
1er échelon	528	452

Article 2 - L'échelonnement indiciaire applicable aux architectes et urbanistes de l'Etat régis par le décret du 2 juin 2004 susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS	INDICES MAJORES
Architectes et urbanistes de l'Etat en chef		
7e échelon	HE B	
6e échelon	HE A	
5e échelon	1 015	821
4e échelon	966	783
3e échelon	901	734
2e échelon	830	680
1er échelon	750	619
Architectes et urbanistes de l'Etat		
10e échelon	901	734
9e échelon	852	696
8e échelon	801	658
7e échelon	750	619
6e échelon	701	582
5e échelon	655	546
4e échelon	612	514
3e échelon	562	476
2e échelon	513	441
1er échelon	427	379
Architectes et urbanistes de l'Etat élèves		
1er échelon	395	359

Article 3 - L'échelonnement indiciaire applicable aux **attachés d'administration** régis par le décret du 26 septembre 2005 susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS	INDICES MAJORES
Attaché principal d'administration		
10e échelon	966	783
9e échelon	916	746
8e échelon	864	706
7e échelon	821	673
6e échelon	759	626
5e échelon	712	590
4e échelon	660	551
3e échelon	616	517
2e échelon	572	483
1er échelon	504	434
Attaché d'administration		
12e échelon	801	658
11e échelon	759	626
10e échelon	703	584
9e échelon	653	545
8e échelon	625	524
7e échelon	588	496
6e échelon	542	461
5e échelon	500	431

4e échelon	466	408
3e échelon	442	389
2e échelon	423	376
1er échelon	379	349

Article 3-1. (Inséré par le décret n°2011-1318 du 17 octobre 2011, art. 1^{er}, modifié par le décret n°2013-877 du 30 septembre 2013, art. 1) - L'échelonnement indiciaire applicable au **corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat régi par le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011** portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS	INDICES MAJORES
Attaché d'administration hors classe		
Echelon spécial	HEA	
7e échelon	1015	821
6e échelon	985	798
5e échelon	946	768
4e échelon	916	746
3e échelon	864	706
2e échelon	821	673
1er échelon	759	626
Directeur de service		
14^e échelon	985	798
13^e échelon	946	768
12^e échelon	916	746
11^e échelon	875	714
10^e échelon	841	688
9^e échelon	811	665
8^e échelon	780	642
7^e échelon	728	602
6^e échelon	681	567
5^e échelon	639	535
4^e échelon	604	508
3^e échelon	569	481
2^e échelon	549	467
1^{er} échelon	529	453
Attaché principal d'administration		
10e échelon	966	783
9e échelon	916	746
8e échelon	864	706
7e échelon	821	673
6e échelon	759	626
5e échelon	712	590
4e échelon	660	551
3e échelon	616	517

2e échelon	572	483
1er échelon	504	434
Attaché d'administration		
12e échelon	801	658
11e échelon	759	626
10e échelon	703	584
9e échelon	653	545
8e échelon	625	524
7e échelon	588	496
6e échelon	542	461
5e échelon	500	431
4e échelon	466	408
3e échelon	442	389
2e échelon	423	376
1er échelon	404	365

Article 4 - L'échelonnement indiciaire applicable aux chargés d'études documentaires régis par le décret du 19 mars 1998 susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS	INDICES MAJORES
Chargé d'études documentaires principal de 1re classe		
3e échelon	966	783
2e échelon	916	746
1er échelon	864	706
Echelon provisoire	801	658
Chargé d'études documentaires principal de 2e classe		
6e échelon	821	673
5e échelon	772	635
4e échelon	721	597
3e échelon	670	559
2e échelon	625	524
1er échelon	563	477
Chargé d'études documentaires		
12e échelon	780	642
11e échelon	759	626
10e échelon	703	584
9e échelon	653	545
8e échelon	625	524
7e échelon	588	496
6e échelon	542	461
5e échelon	500	431
4e échelon	466	408
3e échelon	442	389
2e échelon	423	376
1er échelon	379	349

Article 4-1 (Créé par le décret n°2012-763 du 9 mai 2012 - art. 1) - I. - L'échelonnement indiciaire applicable aux infirmiers régis par le décret n°2012-762 du 9 mai 2012 portant dispositions statutaires communes aux corps d'infirmiers de catégorie A des administrations de l'Etat est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES, CLASSES ET ÉCHELONS	INDICES BRUT – INDICES MAJORES	INDICES BRUT – INDICES MAJORES à compter du 1er juillet 2012	INDICES BRUT – INDICES MAJORES à compter du 1er juillet 2015
Infirmier hors classe			
11e échelon	685 – 570	700 – 581	730 - 604
10e échelon	668 – 557	685 – 570	696 - 578
9e échelon	645 – 539	656 – 547	661 - 552
8e échelon	620 – 520	625 – 524	631 - 529

7e échelon	587 – 495	594 – 501	601 - 506
6e échelon	558 – 473	565 – 478	572 - 483
5e échelon	527 – 451	533 – 456	541 - 460
4e échelon	500 – 431	506 – 436	512 - 440
3e échelon	477 – 415	480 – 416	486 - 420
2e échelon	457 – 400	457 – 400	460 - 403
1er échelon	439 – 387	439 - 387	444 - 390
Infirmier de classe supérieure			
7e échelon	680 – 566	680 – 566	680 - 566
6e échelon	654 – 546	657 – 548	658 - 549
5e échelon	620 – 520	625 – 524	631 - 529
4e échelon	595 – 501	600 – 505	605 - 509
3e échelon	576 – 486	577 – 487	578 - 488
2e échelon	529 – 453	533 – 456	536 - 457
1er échelon	489 – 422	490 - 423	491 - 424
Infirmier de classe normale			
9e échelon	615 – 516	618 - 518	620 - 520
8e échelon	590 – 498	595 - 501	600 - 505
7e échelon	573 – 484	575 - 486	576 - 486
6e échelon	529 – 453	530 - 454	531 - 454
5e échelon	489 – 422	490 - 423	491 - 424
4e échelon	453 – 397	456 - 399	459 - 402
3e échelon	420 – 373	428 - 379	433 - 382
2e échelon	379 – 349	388 - 355	401 - 363
1er échelon	361 - 335	370 - 342	379 – 349

II. - L'échelonnement indiciaire des échelons provisoires de la classe supérieure du grade d'infirmier mentionné au III de l'article 23 du décret n° 2012-762 du 9 mai 2012 portant dispositions statutaires communes aux corps d'**infirmiers de catégorie A** des administrations de l'Etat est fixé ainsi qu'il suit :

ÉCHELONS	INDICES BRUT – INDICES MAJORES	INDICES BRUT – INDICES MAJORES à compter du 1er juillet 2012	INDICES BRUT – INDICES MAJORES à compter du 1er juillet 2015
3e échelon provisoire	453 – 397	456 - 399	459 - 402
2e échelon provisoire	420 – 373	428 - 379	433 - 382
1er échelon provisoire	379 – 349	388 - 355	401 - 363

Article 5 (Modifié par Décret n°2012-1101 du 28 septembre 2012 art. 1^{er}) - L'échelonnement indiciaire applicable aux conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat, régis par le décret n°2012-1099 du 28 septembre 2012 portant statut particulier du corps interministériel des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat, est fixé ainsi qu'il suit :

GRADE ET ÉCHELON	INDICES BRUTS	INDICES MAJORES
Conseiller technique de service social		
9e	730	604
8e	690	573
7e	664	554
6e	635	532
5e	609	512
4e	582	492
3e	554	470
2e	524	449
1er	496	428

CHAPITRE II : ECHELONNEMENT INDICIAIRE APPLICABLE A CERTAINS CORPS DE CATEGORIE B

Article 6 (Modifié par le décret n°2012-763 du 9 mai 2012 art 2) - L'échelonnement indiciaire applicable aux **infirmières et infirmiers des services médicaux des administrations de l'Etat** régis par le décret du 23 novembre 1994 susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUT	INDICES MAJORES
Infirmière et infirmier de classe supérieure		
7e échelon	675	562
6e échelon	646	540
5e échelon	619	519
4e échelon	585	494
3e échelon	555	471
2e échelon	522	448
1er échelon	490	423
Infirmière et infirmier de classe normale		
9e échelon	614	515
8e échelon	572	483
7e échelon	525	450
6e échelon	486	420
5e échelon	449	394
4e échelon	416	370
3e échelon	375	346
2e échelon	357	332
1er échelon	350	327

Article 7 (Modifié par Décret n°2012-1101 du 28 septembre 2012 - art. 2) - L'échelonnement indiciaire applicable aux **assistants de service social des administrations de l'Etat, régis par le décret n°2012-1098 du 28 septembre 2012** portant statut particulier du corps interministériel des assistants de service social des administrations de l'Etat, est fixé ainsi qu'il suit :

GRADE ET ÉCHELON	INDICES BRUTS	INDICES MAJORES
Assistant principal de service social		
11e	675	562
10e	646	540
9e	625	524
8e	599	504
7e	572	483
6e	544	463
5e	514	442
4e	486	420
3e	461	404
2e	441	388
1er	422	375
Assistant de service social		
13e	614	515
12e	584	493
11e	558	473
10e	528	452
9e	500	431
8e	472	412
7e	450	395
6e	430	380
5e	406	366
4e	384	352
3e	370	342
2e	357	332
1er	350	327

Article 8 - L'échelonnement indiciaire applicable aux membres des **corps régis par les dispositions du décret du 18 novembre 1994** susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

1. L'échelonnement indiciaire applicable aux membres des corps **figurant à l'annexe I** du décret susmentionné est le suivant :

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS	INDICES MAJORES
Classe exceptionnelle ou grade assimilé		
7e échelon	612	514
6e échelon	580	490
5e échelon	549	467
4e échelon	518	445
3e échelon	487	421
2e échelon	453	397
1er échelon	425	377
Classe supérieure ou grade assimilé		
8e échelon	579	489
7e échelon	547	465
6e échelon	516	443
5e échelon	485	420
4e échelon	463	405
3e échelon	436	384
2e échelon	416	370
1er échelon	399	362
Classe normale ou grade de début assimilé		
13e échelon	544	463
12e échelon	510	439
11e échelon	483	418
10e échelon	450	395
9e échelon	436	384
8e échelon	416	370
7e échelon	398	362
6e échelon	382	352
5e échelon	366	339
4e échelon	347	325
3e échelon	337	319
2e échelon	315	313
1er échelon	306	312

2. L'échelonnement indiciaire applicable aux membres des corps **figurant à l'annexe II** du décret susmentionné est le suivant :

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS	INDICES MAJORES
Classe exceptionnelle ou grade assimilé		
8e échelon	612	514
7e échelon	581	491
6e échelon	549	467
5e échelon	518	445
4e échelon	487	421
3e échelon	457	400
2e échelon	439	387
1er échelon	393	358
Classe supérieure ou grade assimilé		
8e échelon	579	489
7e échelon	547	465
6e échelon	516	443
5e échelon	485	420
4e échelon	456	399
3e échelon	427	379
2e échelon	389	356

1er échelon	367	340
Classe normale ou grade de début assimilé		
13e échelon	544	463
12e échelon	510	439
11e échelon	483	418
10e échelon	450	395
9e échelon	436	384
8e échelon	416	370
7e échelon	398	362
6e échelon	382	352
5e échelon	366	339
4e échelon	347	325
3e échelon	337	319
2e échelon	315	313
1er échelon	306	312

Article 8-1 (Modifié par Décret n° 2014-77 du 29 janvier 2014 – art.1) - L'échelonnement indiciaire applicable aux membres des **corps régis par le décret du 11 novembre 2009** susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS au 1^{er} février 2014	INDICES MAJORES au 1^{er} février 2014	<i>INDICES BRUTS au 1^{er} janvier 2015</i>	<i>INDICES MAJORES au 1^{er} janvier 2015</i>
Troisième grade				
11e échelon	675	562	675	562
10e échelon	646	540	646	540
9e échelon	619	519	619	519
8e échelon	585	494	585	494
7e échelon	555	471	555	471
6e échelon	524	449	524	449
5e échelon	497	428	497	428
4e échelon	469	410	469	410
3e échelon	450	395	450	395
2e échelon	430	380	430	380
1er échelon	404	365	404	365
Deuxième grade				
13e échelon	614	515	614	515
12e échelon	581	491	581	491
11e échelon	551	468	551	468
10e échelon	518	445	518	445
9e échelon	493	425	493	425
8e échelon	463	405	463	405
7e échelon	444	390	444	390
6e échelon	422	375	422	375
5e échelon	397	361	397	361

4e échelon	378	348	378	348
3e échelon	367	340	367	340
2e échelon	357	332	357	332
1er échelon	350	327	350	327
Premier grade				
13e échelon	576	486	576	486
12e échelon	548	466	548	466
11e échelon	516	443	516	443
10e échelon	486	420	488	422
9e échelon	457	400	457	400
8e échelon	436	384	438	386
7e échelon	418	371	418	371
6e échelon	393	358	393	358
5e échelon	374	345	374	345
4e échelon	359	334	360	335
3e échelon	347	325	356	332
2e échelon	342	323	352	329
1er échelon	340	321	348	326

NOTA: Décret n°2009-1389 du 11 novembre 2009 article 2 : Au 1er janvier 2012, les 10e et 11e échelons du troisième grade sont respectivement portés aux indices bruts 646 et 675.

CHAPITRE III : ECHELONNEMENT INDICIAIRE APPLICABLE AUX CORPS DE CATEGORIE C

Article 9 (modifié par les décrets n°2013-590 du 4 juillet 2013, Art.2 et n°2014-77 du 29 janvier 2014, Art.2)

I. — L'échelonnement indiciaire afférent aux échelles de rémunération instituées à l'article 1er du décret du 29 septembre 2005 susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

1. Echelonnement indiciaire afférent à l'échelle 6 :

ÉCHELONS	INDICES BRUTS au 1 ^{er} février 2014	INDICES MAJORES au 1 ^{er} février 2014	INDICES BRUTS au 1 ^{er} janvier 2015	INDICES MAJORES au 1 ^{er} janvier 2015
9e échelon	536	457	543	462
8e échelon	500	431	506	436
7e échelon	481	417	488	422
6e échelon	450	395	457	400
5e échelon	430	380	437	385
4e échelon	404	365	416	370
3e échelon	380	350	388	355
2e échelon	367	340	374	345
1er échelon	358	333	364	338

2. Echelonnement indiciaire afférent à l'échelle 5 :

ÉCHELONS	INDICES BRUTS au 1 ^{er} février 2014	INDICES MAJORES au 1 ^{er} février 2014	INDICES BRUTS au 1 ^{er} janvier 2015	INDICES MAJORES au 1 ^{er} janvier 2015
12e échelon	459	402	465	407
11e échelon	447	393	454	398
10e échelon	430	380	437	385
9e échelon	417	371	423	376
8e échelon	388	355	396	360
7e échelon	368	341	375	346
6e échelon	359	334	366	339
5e échelon	350	327	356	332

4e échelon	347	325	354	330
3e échelon	342	323	351	328
2e échelon	341	322	349	327
1er échelon	340	321	348	326

3. Echelonnement indiciaire afférent à l'échelle 4 :

ÉCHELONS	INDICES BRUTS au 1 ^{er} février 2014	INDICES MAJORES au 1 ^{er} février 2014	INDICES BRUTS au 1 ^{er} janvier 2015	INDICES MAJORES au 1 ^{er} janvier 2015
12e échelon	424	377	432	382
11e échelon	416	370	422	375
10e échelon	400	363	409	368
9e échelon	379	349	386	354
8e échelon	367	340	374	345
7e échelon	349	327	356	332
6e échelon	346	324	352	329
5e échelon	341	322	349	327
4e échelon	340	321	348	326
3e échelon	339	320	347	325
2e échelon	337	319	343	324
1er échelon	336	318	342	323

4. Echelonnement indiciaire afférent à l'échelle 3 :

ÉCHELONS	INDICES BRUTS au 1 ^{er} février 2014	INDICES MAJORES au 1 ^{er} février 2014	INDICES BRUTS au 1 ^{er} janvier 2015	INDICES MAJORES au 1 ^{er} janvier 2015
11e échelon	393	358	400	363
10e échelon	374	345	380	350
9e échelon	358	333	364	338
8e échelon	349	327	356	332
7e échelon	342	323	351	328
6e échelon	340	321	348	326
5e échelon	339	320	347	325
4e échelon	337	319	343	324
3e échelon	336	318	342	323
2e échelon	334	317	341	322
1er échelon	330	316	340	321

**II. – A modifié les dispositions suivantes
article 2 du décret du 29 septembre 2005**

Article 10 (Modifié par Décret n°2009-1365 du 5 novembre 2009 - art. 1) - 1. L'échelonnement indiciaire applicable aux **agents techniques des administrations de l'Etat à Mayotte** régis par le décret n°2005-138 du 17 février 2005 susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

GRADE UNIQUE	INDICES BRUTS	INDICES MAJORES
6e échelon	250	309
5e échelon	235	300
4e échelon	221	286
3e échelon	209	274
2 échelon	199	264
1er échelon	184	252

2. L'échelonnement indiciaire applicable aux **agents administratifs des administrations de l'Etat à Mayotte** régis par le décret n°2005-139 du 17 février 2005 susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

GRADE UNIQUE	INDICES BRUTS	INDICES MAJORES
6e échelon	250	309
5e échelon	235	300
4e échelon	221	286
3e échelon	209	274
2 échelon	199	264
1er échelon	184	252

**TITRE II : ECHELONNEMENT INDICIAIRE APPLICABLE A CERTAINS EMPLOIS DE L'ETAT
ET DE SES ETABLISSEMENTS PUBLICS**

**CHAPITRE IER : ECHELONNEMENT INDICIAIRE DES EMPLOIS SUPERIEURS ET DES EMPLOIS DE DIRECTION
DES ADMINISTRATIONS DE L'ETAT ET DE SES ETABLISSEMENTS PUBLICS**

Article 11 - L'échelonement indiciaire applicable aux **directeurs généraux et directeurs d'administration centrale** nommés conformément aux dispositions du décret du 24 juillet 1985 susvisé en application de l'article 25 de la loi du 16 janvier 1984 susvisée est fixé ainsi qu'il suit :

ÉCHELONS	INDICES BRUTS
3e échelon	HE E
2e échelon	HE D
1er échelon	HE C

Article 12 - L'échelonement indiciaire **des chefs de service, directeurs adjoints et sous-directeurs** régis par le décret du 19 septembre 1955 susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

1. Echelonement indiciaire des chefs de service :

Echelon unique	HE B bis
----------------	----------

2. Echelonement indiciaire des directeurs adjoints et des sous-directeurs :

ÉCHELONS	INDICES BRUTS	INDICES MAJORES
4e échelon	HE B	
3e échelon	HE A	
2e échelon	1 015	821
1er échelon	901	734

Article 12-1. (Inséré par Décret n°2012-33 du 9 janvier 2012, art. 1er) - L'échelonement indiciaire applicable aux emplois classés dans le **groupe I** mentionné au I de l'article 3 du décret n°2012-32 du 9 janvier 2012 relatif aux emplois de **chef de service et de sous-directeur des administrations de l'Etat**, est fixé ainsi qu'il suit :

ÉCHELONS	INDICES BRUTS
4e échelon	HE D
3e échelon	HE C
2e échelon	HE B bis
1er échelon	HE B

II. - L'échelonement indiciaire applicable aux emplois classés dans le **groupe II** mentionné au I de l'article 3 du décret n°2012-32 du 9 janvier 2012 relatif aux emplois de chef de service et de sous-directeur des administrations de l'Etat, est fixé ainsi qu'il suit :

ÉCHELONS	INDICES BRUTS	INDICES MAJORES
6e échelon	HE C	
5e échelon	HE B bis	
4e échelon	HE B	
3e échelon	HE A	
2e échelon	1 015	821
1er échelon	966	783

III. - L'échelonement indiciaire applicable aux emplois classés dans le **groupe III** mentionné au I de l'article 3 décret n° 2012-32 du 9 janvier 2012 relatif aux emplois de chef de service et de sous-directeur des administrations de l'Etat, est fixé ainsi qu'il suit :

ÉCHELONS	INDICES BRUTS	INDICES MAJORES
7e échelon	HE B bis	
6e échelon	HE B	
5e échelon	HE A	
4e échelon	1 015	821
3e échelon	966	783

2e échelon	901	734
1er échelon	852	696

Article 13 - L'échelonnement indiciaire commun applicable aux **experts de haut niveau et aux directeurs de projets** des administrations de l'Etat et de ses établissements publics régis par le décret du 21 avril 2008 susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

ÉCHELONS	INDICES BRUTS	INDICES MAJORES
6e échelon	HE C	
5e échelon	HE B bis	
4e échelon	HE B	
3e échelon	HE A	
2e échelon	1 015	821
1er échelon	901	734

Article 14 - L'échelonnement indiciaire applicable aux **secrétaires généraux pour les affaires régionales** régis par le décret du 12 janvier 2001 susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

ÉCHELONS	INDICES BRUTS	INDICES MAJORES
Echelon exceptionnel	HE B	
4e échelon	HE A	
3e échelon	1 015	821
2e échelon	901	734
1er échelon	852	696

Article 14-1 (Créé par Décret n°2009-361 du 31 mars 2009 - art. 1) - 1. L'échelonnement indiciaire applicable aux **emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat classés dans le groupe I**, mentionné à l'article 2 décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat, est fixé ainsi qu'il suit :

ÉCHELONS	INDICES BRUTS
4e échelon	HE D
3e échelon	HE C
2e échelon	HE B bis
1er échelon	HE B

2. L'échelonnement indiciaire applicable aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat classés dans le **groupe II**, mentionné à l'article 2 du décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat, est fixé ainsi qu'il suit :

ÉCHELONS	INDICES BRUTS
4e échelon	HE C
3e échelon	HE B bis
2e échelon	HE B
1er échelon	HE A

3. L'échelonnement indiciaire applicable aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat classés dans le **groupe III**, mentionné à l'article 2 du décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat, est fixé ainsi qu'il suit :

ÉCHELONS	INDICES BRUTS	INDICES MAJORES
5e échelon	HE B bis	
4e échelon	HE B	
3e échelon	HE A	
2e échelon	1015	821
1er échelon	966	783

4. L'échelonnement indiciaire applicable aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat classés dans le **groupe IV**, mentionné à l'article 2 du décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat, est fixé ainsi qu'il suit :

ÉCHELONS	INDICES BRUTS	INDICES MAJORES
5e échelon	HE B	
4e échelon	HE A	
3e échelon	1015	821
2e échelon	966	783
1er échelon	901	734

5. L'échelonnement indiciaire applicable aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat classés dans le **groupe V**, mentionné à l'article 2 du décret n°2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat, est fixé ainsi qu'il suit :

ÉCHELONS	INDICES BRUTS	INDICES MAJORES
6e échelon	HE A	
5e échelon	1015	821
4e échelon	966	783
3e échelon	901	734
2e échelon	852	696
1er échelon	801	658

CHAPITRE IER BIS : ECHELONNEMENT INDICIAIRE AFFERENT AUX EMPLOIS DU NIVEAU DE LA CATEGORIE A, COMMUNS AUX ADMINISTRATIONS DE L'ETAT

Article 14-2 (Créé par Décret n°2012-1101 du 28 septembre 2012 - art. 3) - L'échelonnement indiciaire applicable à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat, régi par le décret n°2012-1100 du 28 septembre 2012 relatif à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat, est fixé ainsi qu'il suit :

GRADE ET ÉCHELON	INDICES BRUTS	INDICES MAJORES
Conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat		
Echelon spécial	801	658
6e	780	642
5e	752	621
4e	700	581
3e	680	566
2e	651	544
1er	625	524

CHAPITRE II : ECHELONNEMENT INDICIAIRE AFFERENT AUX AUTRES EMPLOIS COMMUNS AUX ADMINISTRATIONS DE L'ETAT ET DE SES ETABLISSEMENTS PUBLICS

Article 15 - L'échelonnement indiciaire applicable aux **chefs de service intérieur** régis par le décret du 13 décembre 1971 susvisé est fixé ainsi qu'il suit :

CATÉGORIES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS	INDICES MAJORES
Chef de service intérieur de 1re catégorie		
13e échelon	544	463
12e échelon	523	448
11e échelon	491	424
10e échelon	457	400
9e échelon	436	384
8e échelon	416	370
7e échelon	398	362
6e échelon	382	352
5e échelon	366	339
4e échelon	347	325
3e échelon	337	319

2e échelon	315	313
1er échelon	306	312
Chef de service intérieur de 2e catégorie		
11e échelon	501	432
10e échelon	473	412
9e échelon	438	386
8e échelon	416	370
7e échelon	398	362
6e échelon	382	352
5e échelon	366	339
4e échelon	347	325
3e échelon	337	319
2e échelon	315	313
1er échelon	306	312

Article 16 - L'échelonnement indiciaire applicable aux **agents principaux des services techniques** régis par le décret du 23 septembre 1975 est fixé ainsi qu'il suit :

CATÉGORIES ET ÉCHELONS	INDICES BRUTS	INDICES MAJORES
Agents principaux des services techniques de 1re catégorie		
7e échelon	579	489
6e échelon	547	465
5e échelon	516	443
4e échelon	490	423
3e échelon	456	399
2e échelon	427	379
1er échelon	390	357
Agents principaux des services techniques de 2e catégorie		
6e échelon	544	463
5e échelon	510	439
4e échelon	483	418
3e échelon	450	395
2e échelon	426	378
1er échelon	390	357

Article 17 - Le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique et le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 22 août 2008.

François Fillon Par le Premier ministre :

Le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, Eric Woerth

Le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique, André Santini